38. fraude par personnage exact

La fraude pour personnage exact - Asservissement des sociétés

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

À la suite de la guerre civile américaine, qui était en fait un conflit mercenaire non déclaré illégal, le chaos a régné et, comme il était impossible de s'engager dans un processus de paix formel mettant fin à une "guerre" illégale, les présomptions de conflit sont restées malgré la cessation de résistance armée.

La cause de ce conflit mercenaire n'était pas l'esclavage en soi, mais l'avantage que l'institution de l'esclavage dans les États producteurs de coton du Sud accordait au coton américain sur le marché international que la Grande-Bretagne tentait d'entrer avec le coton égyptien. Même si le coton égyptien était à des milliers de kilomètres plus proche des usines textiles britanniques, le salaire nominal dû aux métayers égyptiens rendait les investissements en coton anglo-égyptien non rentables. Le Parlement perdait sa chemise.

Ainsi, pour rendre le coton américain plus cher, le système de plantation dans les États du Sud a dû être détruit. C'est pourquoi Lincoln, l'agent étranger non déclaré - territorial britannique - a déclaré à plusieurs reprises que le conflit n'était pas vraiment une question d'esclavage.

Nous avons vu un exemple récent du même type de mise en place avec la "présidence" de Barack Hussein Obama, un autre agent étranger non déclaré - Territoire britannique -, contrefaisant les billets de la Réserve fédérale à l'étranger pour saper la valeur de la monnaie de la Federal Reserve Note.

Même logique de base. L'euro ne pouvait pas rivaliser, le Federal Reserve Note a donc dû mourir.

Au lendemain de la soi-disant guerre civile, personne ne disposait d'informations très solides sur qui était qui dans le conflit.

Outre les véritables employés fédéraux étrangers, la sympathie pour le Sud ou le Nord ne pouvait être déduite que de preuves éparses et de témoignages. À ce moment-là, les citoyens municipaux des États-Unis, les employés de la fonction publique fédérale, qui ont combattu avec le Sud, étaient les seuls débiteurs officiels qui devaient des réparations de guerre.

Quelques centaines de milliers de fonctionnaires ne pouvaient pas payer les réparations de guerre, de sorte que davantage de "citoyens des États-Unis" municipaux devaient être créés à partir de rien.

Les auteurs l'ont fait par le biais d'une législation adoptée par le Congrès territorial, jugeant les esclaves des plantations libérés "apatrides" et, par conséquent, conférant arbitrairement la citoyenneté fédérale à leurs têtes malchanceuses, et les définissant comme des "citoyens des États-Unis" municipaux --- c'est-à-dire, en tant que débiteurs qui devaient des réparations de guerre, peu importe pour quel côté ils se battaient ou s'ils combattaient.

Ainsi, les anciens esclaves des plantations --- et parce que les auteurs ne faisaient pas trop attention à la base de leurs présomptions légales --- chaque homme noir en Amérique - ont été réduits en esclavage pour servir le gouvernement territorial britannique. Son corps, son travail, son bon nom et tout ce qu'il possédait étaient présumés appartenir à un citoyen des États-Unis [municipaux], debout comme un biens soutenant les dettes de réparation de guerre du Saint-Siège et des organisations commerciales du sud de l'État d'État.

La propriété privée des esclaves a été abolie, mais la propriété publique des esclaves vient de commencer.

Quelques années plus tard, les problèmes gênants qui y sont liés ont été légalisés en créant une nouvelle société municipale faisant des affaires sous le nom de "États-Unis, incorporés" et en redéfinissant tous les "citoyens des États-Unis" en tant que franchises de sociétés étrangères.

Après avoir redéfini les «citoyens américains» en tant que sociétés, les auteurs ont légalement - mais pas légalement ou moralement - prétendre que les gens étaient des sociétés et que les sociétés n'ont aucun droit.

À peu près au même moment, le mot "personnes" a disparu des Lexiques légaux et a été remplacé par "personnes" et le Congrès territorial est allé jusqu'à déclarer officiellement que le mot "personne" signifierait "société" à des fins fédérales.

Les mots "homme" et "femme" ont été remplacés par "homme", "femme" et "humain" dans l'effort continu pour désinfecter ce crime flagrant d'usurpation d'identité.

Tout le monde a été trompé en se caractérisant mal alors qu'ils continuaient à utiliser ces mots communs pour signifier différentes choses.

Dans la rue, le mot «personne» continuait de faire référence à un homme ou à une femme, mais dans le monde de Legalese et de la bureaucratie fédérale, cela signifiait «société»".

De même, "hommes et femmes" désignaient le sexe des animaux, pas des gens, de sorte que la mentalité de basse-cour était introduite parmi les Washington Insiders - les politiciens, les banquiers et les hauts bureaucrates.

Les gens étaient ainsi réduits à être des «personnes», c'est-à-dire que les franchises de sociétés et les individus n'étaient que des animaux, appartenant à des maîtres - bien que des maîtres publics - politiciens, banquiers et membres de l'Ordre des avocats.

En utilisant des mots, le Congrès territorial britannique et ses sbires de l'Ordre des avocats avaient trouvé un moyen habile de dénigrer tout le monde et donc de les frauder de leur position politique, de leurs droits, de leurs garanties et de leurs biens immobiliers.

Cet asservissement par usurpation d'identité littérale et affranchissement avait suffisamment fonctionné jusqu'en 1900, lorsque certains avocats célèbres, dont William Jennings Bryan, et une Cour suprême déterminée, ont mis en lumière l'obscurité - d'abord avec une série d'affaires connues sous le nom de Tarif insulaire Cas, les plus connus, Downes v Bidwell, et Hooven et Allison v Evatt, et plus tard avec Hale v Henkel et d'autres qui ont tracé une ligne entre les États-Unis territoriaux et la gouvernance des "Territoires et possessions" offshore par rapport à l'administration territoriale en vertu de l'ordonnance du Nord-Ouest conduisant à de nouveaux États de l'Union, et exposant également les relations entre hommes et les sociétés.

À plusieurs reprises, nous voyons le langage, "une société étant la créature de l'État" --- appartenant à l'État, opéré pour l'État --- n'a pas le caractère, les droits ou les protections d'un homme, et ne se tient pas sous la même forme de loi.

Dans Downes c Bidwell, le tribunal a déterminé que la Constitution, c'est-à-dire la Constitution territoriale britannique connue sous le nom de Constitution des États-Unis d'Amérique, ne suivait pas "nécessairement" le drapeau et ne s'appliquait pas nécessairement à l'administration des territoires insulaires et des possessions de les États-Unis que le gouvernement territorial britannique administre en dehors de leur travail en vertu de l'ordonnance du Nord-Ouest.

Cela a permis aux auteurs de mettre en place un gouvernement distinct à l'étranger qui n'était pas obligé de fournir les protections constitutionnelles et les garanties dans les possessions américaines à l'étranger. Le juge en chef Harlan a exprimé son mécontentement et a prévu que cela, selon ses mots, causerait un "méfait" et offrirait des occasions de confondre ces États-Unis avec ces États-Unis.

Les auteurs ont créé les nouveaux États-Unis non constitutionnels offshore. Gouvernement de Porto Rico, qu'ils dirigeaient - et continuent de diriger - en tant que Commonwealth britannique qui a toujours accès à la loi espagnole de l'Inquisition.

Bientôt, ils ont eu des sociétés municipales étrangères nommées d'après tous les Américains vivants --- tous installés et domiciliés à Porto Rico, et en 1925, ils étaient prêts à utiliser cette nouvelle configuration et une nouvelle société du Delaware faisant des affaires sous le nom de "Internal Revenue Service" pour commencer à extraire des actifs de millions de personnes territoriales britanniques inexistantes - c'est-à-dire des sociétés territoriales britanniques nommées d'après des Américains, tous domiciliés à Porto Rico, et tous soumis à la loi espagnole de

l'Inquisition et tous libres de piller et "pas nécessairement" dus aux garanties et protections des Constitutions fédérales.

Que votre personne territoriale britannique soit libre de piller ou non a été laissée à la discrétion de ses propres juges.

Le méfait, en effet, bien que nous l'appelions vol d'identité prémédité, usurpation d'identité criminelle, barratterie, abus de droit, racket sous la couleur du droit, piraterie intérieure, contrefaçon et bien d'autres choses.

Ce régime est utilisé sans escale depuis 1925 pour frauder et céder des Américains innocents de la valeur de leur travail et de leurs biens immobiliers, et a connu un tel succès grâce à la mauvaise application de la loi espagnole de l'Inquisition, si coercitive et draconienne, que Joe Biden, "président" du White House Office, Inc., a récemment proposé d'embaucher 87 000 nouveaux agents de l'IRS pour appuyer sur des fausses réclamations supplémentaires.

Nous déclinons gracieusement son offre et contre-offrons plutôt un nœud coulant pour la piraterie intérieure.

En effet, ce régime d'usurpation d'identité du syndicat du crime a connu un tel succès que lorsque les choses sont devenues suffisamment chaudes pour fermer les choses à Porto Rico, les auteurs se sont retournés et se sont installés dans les îles Mariannes, plus près de la Chine, leur prochaine victime prévue.

Tous les efforts dévoués des juristes travaillant de 1900 à 1938, essayant de trier le Web enchevêtré laissé par les atrocités de la guerre civile, ont culminé avec The Clearfield Doctrine publié dans The American Law Report of 1938, qui fournit l'interprétation officielle d'Erie Railroad Company c. Harry J. Thompkins, dans lequel Thompkins a demandé réparation des blessures subies sur une emprise ferroviaire.

Les gouvernements territoriaux et municipaux fonctionnent comme des sociétés municipales et toutes leurs franchises d'État ne sont rien d'autre que des franchises de sociétés. Eux et leurs tribunaux n'ont aucune compétence sur les personnes vivantes, mais nous avons continué de subir les activités criminelles de ces tribunaux et de ces sociétés sur nos côtes pendant encore 85 ans, grâce à leurs activités pernicieuses de faux enregistrement, de conversion illégale et d'usurpation d'identité.

Les congrès territoriaux et les congrès municipaux ont continué à agir secrètement en tant que conseils d'administration des sociétés municipales étrangères à but lucratif qui ont conçu et organisé toute cette fraude et ce racket criminel contre leurs employeurs.

Ils ont continué de promouvoir les élections politiques et de substituer ces événements exagérés aux élections de la fonction publique qui nous sont dues. Ces élections dans les sociétés privées convertissent la forme de "représentation" de la représentation légale de l'intérêt public due par les députés fiduciaires, en la "représentation" due aux actionnaires donnant sans le savoir leurs procurations lors d'élections d'actionnaires non divulguées.

Les gens qui votent lors de ces soi-disant élections des partis politiques ne savent pas qu'ils sont prétendument actionnaires de ces sociétés municipales délibérément mal gérées, et n'ont aucune divulgation de ce dans quoi ils s'inscrivent lorsqu'ils s'inscrivent pour voter à ces élections, ce qui en fait des participants inconscients dans ces fausses déclarations criminelles substituées à nos propres élections légales et agissant sans le savoir contre leur propre intérêt.

Nous souhaitons la suppression des cités-États internationales non autorisées de nos côtes, à la fois la cité-État de l'ONU et la cité-État internationale indépendante de Washington, DC.

Nous souhaitons la liquidation et / ou la confiscation par accord des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et de leurs franchises pour nous, le gouvernement légal dû à ce pays, et aux personnes vivantes qui doivent tout intérêt bénéficiaire aux sociétés créées et opéré en leur nom à leur insu ou sans leur consentement.

Nous souhaitons le retour de tous les biens de propriété physique, énergétique et intellectuelle dus aux habitants de ce pays et du monde entier, partout où ces stratagèmes de fraude commerciale, les conflits mercenaires illégaux et les manipulations coercitives se sont produits, ainsi que les violations de libre arbitre et national qui en découlent. souveraineté.

Nous souhaitons la poursuite de toute personne ou de toute institution qui, ayant été pleinement informée par cette présentation des réclamations, fait obstacle à une réforme pacifique et complète des opérations de services gouvernementaux et à une reconversion légale sous la forme de gouvernement qui nous est due.

En vertu de la loi ecclésiastique, tous ces mensonges et fraudes, meurtres et vols et fausses déclarations sont clairement définis et sans argument, car les œuvres illégales d'entités constituées mal dirigées par des hommes mauvais. Par la loi, par traité et par contrat de service, ces incorporations doivent être liquidées ou confisquées pour nous afin de protéger au mieux nos intérêts.

Nous souhaitons les recours, les remèdes et les exonérations qui nous sont dus, remplis d'un grand secours pour les pertes, dommages et souffrances de nos États et de notre peuple, ainsi que pour tous les pays et peuples qui ont également subi une occupation illégale par des mercenaires non divulgués. forces --- des forces mercenaires qui ont été utilisées dans une violation flagrante de la confiance contre nous, tout en recevant finalement leur salaire de nos poches.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:29 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:29 UTC by Bee